

Caminando!

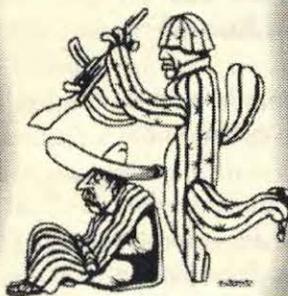
EN MARCHÉ !

Revue de réflexion et d'engagement

Vol. 20 no. 4 décembre 1999 - janvier 2000

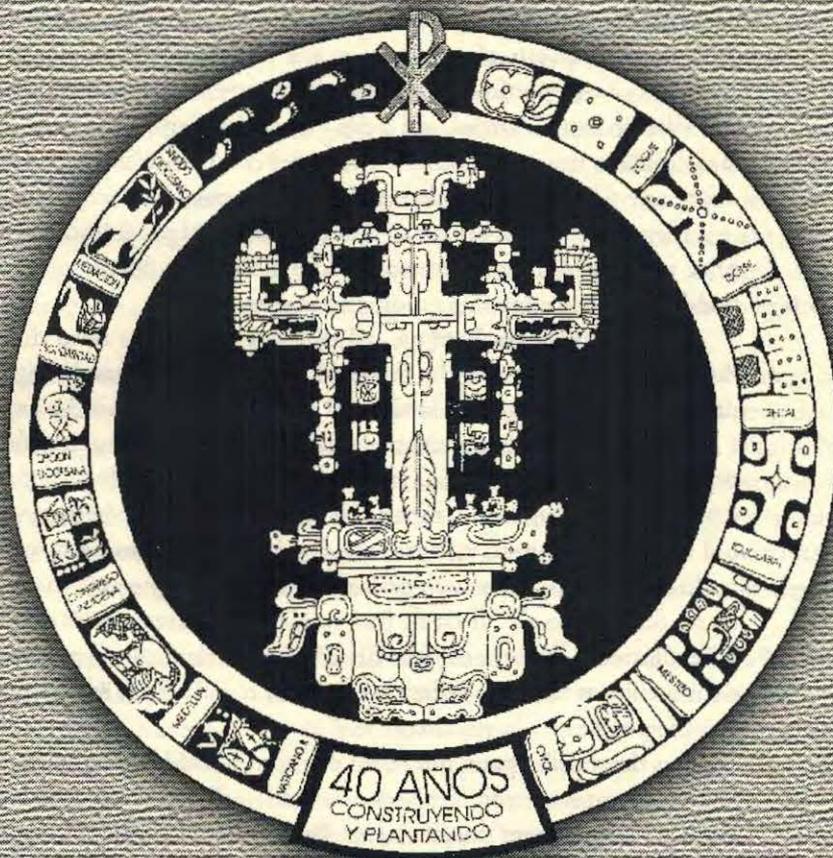


**Révolution
avortée en
Équateur**



**CHIAPAS:
militarisation
et
impunité**

Dossier



Samuel Ruiz

Le 30 décembre 1999, dans un geste qu'on ne peut malheureusement pas qualifier de sans précédent, le pape Jean-Paul II a nommé Mgr Raul Vera au diocèse de Saltillo, l'arrachant ainsi au diocèse de San Cristóbal de las Casas où il devait succéder à don Samuel Ruiz, démissionnaire depuis qu'il a atteint l'âge de 75 ans en novembre dernier.

Raul Vera avait été nommé évêque coadjuteur — avec droit de succession — auprès de Mgr Ruiz en 1995. À l'époque, il n'était un secret pour personne que le premier, issu d'un milieu conservateur, avait été nommé pour «contrôler» le second, jugé trop rebelle par le Vatican.

Don Raul a rapidement dissipé les craintes qu'avait provoqué sa nomination. Guidé par don Samuel dans une visite pastorale de toutes les communautés autochtones du diocèse — jusqu'aux plus pauvres et aux plus éloignées — Raul Vera s'est promptement «converti» à une pratique pro-indigène et sociale de sa mission, s'attirant ainsi les foudres de l'élite de San Cristóbal, qui a dès lors juré sa perte. Le départ de celui qui représentait la continuité du travail pastoral et social commencé il y a quarante ans par Mgr Ruiz ouvre une période de grande instabilité, tant pour le diocèse que pour le Chiapas.

Bien que le nonce apostolique au Mexique, Mgr Mullor, assure que la décision ait été prise pour des «raisons purement ecclésiales», il ne fait aucun doute que le transfert réponde à des considérations moins avouables.

En envoyant don Vera en exil dans un diocèse du nord du Mexique, le Vatican se range clairement du côté des forces les plus réactionnaires de l'église et de l'élite mexicaines, lesquelles réclamaient la tête des deux évêques depuis des années.

On ne saura probablement jamais à quelles manoeuvres obscures se sont livrés les protagonistes pour en arriver là. Dans une lettre pastorale publiée deux semaines avant la décision, Mgr Ruiz condamnait «les forces dont les intérêts ne sont pas ceux de l'Église qui travaillent pour qu'un autre que Raul Vera soit nommé successeur.» Le fait que l'élite traditionnelle du Chiapas ait activement fait campagne au Vatican contre Mgr Vera est un secret de Polichinelle. Il est de bon ton, dans certains cercles du pouvoir du Mexique, de faire allusion à l'évêque de San Cristóbal en parlant du «comandante Samuel»... Le président mexicain lui-même, Ernesto Zedillo, n'avait-il pas été jusqu'à qualifier Ruiz et Vera de «théologiens de la violence»?

Les deux principaux intéressés ont commenté la décision papale de façon laconique, se contentant — devoir de réserve oblige? — de souhaiter que «le prochain évêque maintiendra l'engagement du diocèse en faveur des autochtones et des pauvres».

Un groupe de chrétiens engagés — dont le SICSAL présidé par nul autre que don Samuel — a publié une lettre ouverte à la curie romaine dans laquelle il dénoncent le manque de sensibilité du Vatican à l'égard des autochtones du Chiapas. Pour eux, le transfert de don Raul Vera «empire les conditions pour l'atteinte de la paix dans la région en distanciant un pasteur très proche de la vie et des aspirations profondes à la justice du peuple du Chiapas.»

Guatemala:

La condamnation d'un ex-commissionnaire militaire pour 155 crimes portée en appel

Candido Noriega, ex-commissionnaire militaire condamné pour 155 crimes contre les résidents de Tululche, dans le département du Quiche, a porté appel de ce jugement rendu en juin 1999. Les crimes pour lesquels il a été condamné incluent 11 homicides ainsi que de nombreux cas de viol, torture, disparition forcée, vol, destruction de propriété, etc. Ces crimes se sont produits à la suite de nombreuses incursions des Patrouilles d'autodéfense civile (PAC) de Chinique, Quiche, sous le commandement de Candido Noriega durant les mois d'avril, juin et novembre 1982, dans le contexte de ce que la Commission d'éclaircissement historique (CEH) des Nations-Unies a appelé un génocide décrété par l'État.

Jusqu'à la condamnation de Noriega et la sentence de 240 années de prison, ce procès a été une étude de cas sur l'impunité au Guatemala. Malgré les témoignages de 33 témoins et les preuves découvertes suite à l'exhumation d'un cimetière clandestin en 1992, Noriega a été acquitté lors de deux précédents jugements. Il est impératif que suite à ce nouvel appel, l'impunité d'auteurs du génocide au Guatemala ne soit pas maintenue.

En 1982, Candido Noriega et Juan Alesio Samoya servirent comme commissionnaires militaires dans la ville de Chinique où ils faisaient le lien entre l'armée guatémaltèque et leur communauté. En tant que commissionnaires militaires, ils agissaient sous les ordres de l'armée et coordonnaient et étaient étroitement associés avec les PAC.

Les commissionnaires militaires et les PAC étaient des éléments stratégiques du programme de terre brûlée de l'État guatémaltèque. La CEH a conclu que, sur les 200 000 personnes tuées lors du conflit armé, 93 % de celles-ci l'ont été par les militaires et ses forces adjointes; 4 % ont été les victimes du mouvement révolutionnaire URNG.

En 1992, des témoins et des survivants des violences infligées à la communauté maya-quiché de Tululche ont déposé une plainte formelle contre Noriega et Samoya pour

des crimes incluant des meurtres, viols et tortures. La même année, lors d'une exhumation faite par le département de médecine légale du Quiche, des preuves ont été recueillies supportant les dépositions des témoins.

Samoya a été conduit à un hôpital militaire, d'où il a pu s'enfuir du pays. Candido Noriega a échappé à la capture grâce à des relations étroites avec la Police nationale. Le 31 août 1994, il fut arrêté et illégalement relâché le lendemain. Plusieurs années durant, les juges refusèrent d'enquêter sur le cas, retardant interminablement tout procès. On invoquait le manque de preuves, en dépit des évidences recueillies par le département médico-légal et des témoignages de 33 témoins.

Finalement, en mai 1997, Candido Noriega a été déclaré innocent lors d'un procès entaché d'irrégularités: pas de traduction en quiché; le procureur du Ministère public entretenant une relation avec la fille de l'accusé; un juge dormant durant le procès; les témoignages des témoins rejetés sur la base des liens familiaux avec les victimes assassinées; des erreurs techniques; l'intimidation des témoins, etc.

La décision fut renversée le 15 juillet 1997, et un second procès ouvert. Le cas transita par une série de cours jusqu'à ce que le procès soit fixé pour le 14 février 1999. Suite à ce second procès, Noriega fut là encore acquitté. Le racisme a été omniprésent durant ce procès, les avocats de la défense soutenant que les témoins quichés n'avaient pas les aptitudes intellectuelles pour témoigner.

Durant tout le processus judiciaire, les observateurs des droits humains et les officiers de la justice ont été menacés; un observateur des droits humains guatémaltèque a été brièvement séquestré le 20 mai 1999.

En juin 1999 la seconde décision fut à son tour renversée et un troisième procès tenu en novembre 1999. Noriega fut enfin trouvé coupable et condamné à 240 années de prison. Un appel a été déposé, qui sera entendu le 1er février.

Des sans-abris s'organisent

par Ricardo Peñafiel



*Hermanos se hicieron todos
Hermanos en la miseria
Peleando contra los lobos
Peleando por una casa*

*Frères, ils le sont tous devenus
Frères dans la misère
Luttant contre les loups
Luttant pour une maison*

Victor Jara

Ils étaient des millions à partager le même destin sans issue, constitué de lendemains sans avenir, de travail sans salaire et de logis sans foyer. Des millions à survivre les uns par-dessus les autres en attendant une improbable subvention qui leur permettrait d'accéder à un logement dont la grandeur et la qualité soient à la mesure de leurs ressources: eux que le capital utilise dans les limites d'une loi qu'il a bien pris soin de démanteler à coup de dictatures, d'ajustements structurels et de programmes de lutte contre la pauvreté.

Aujourd'hui, de ces millions d'«allegados»¹, plus d'un millier de familles ont pris leur destin en main. En juin dernier, *La voz de los sin casa* (la voix des sans logis), un collectif de familles *allegadas*, prend un terrain situé dans la commune de Peñalolen, dans les marges suburbaines de la ville de Santiago, et commence ainsi un dur processus de confrontation avec l'État, défenseur du principe sacré de la propriété privée, sans lequel le capital ne pourrait fonctionner et au nom duquel on condamne une masse de Chiliens et Chiliennes à vivre dans des conditions inhumaines.

Le processus débute deux années plus tôt. Devant le fait que les programmes gouvernementaux impliquent une attente d'au moins sept ans pour se faire assigner des logements exigus et de mauvaise qualité dans des régions éloignées du lieu d'origine des requérants et dans le morcellement des différents comités d'*Allegados*², un groupe de *pobladores sin casa* décide de prendre leur destin en main et, sous l'étendard de la dignité, convoque d'autres familles

sans maison à s'organiser de manière à faire entendre leur «voix».

De prime abord, la prise (*toma*) de terrain de Peñalolen se présente comme une action qui exige et exerce le droit à décider du lieu de résidence, de la grandeur des terrains et du type de maison, en plus de permettre la participation des intéressés à la construction de leur propre maison — plutôt que de contribuer à l'enrichissement d'une compagnie de construction qui réduit la qualité des logements pour augmenter son bénéfice. Pourtant, la *toma* comme telle représente beaucoup plus. Il s'agit d'une expression de dignité au sein de laquelle les *allegados* deviennent maîtres de leur destin personnel et collectif.

Le processus d'organisation préalable à la *toma* a signifié pour la plupart des *allegados* l'exercice d'une démocratie qui leur est niée partout ailleurs dans la société chilienne. Pour la première fois dans leur vie, l'opinion de ces personnes devenait importante et elles se dotaient d'outils collectifs pour que cette opinion soit entendue. Cette organisation s'est faite à l'intérieur de comités locaux dans lesquels des groupes d'environ 40 familles discutaient des différentes stratégies possibles pour agir au niveau du logement. Ces comités se coordonnaient au niveau d'une «direction générale» constituée par des représentants des comités locaux et un exécutif élu.

Mais c'est au moment de la *toma* comme telle que cette structure organisationnelle s'est avérée particulièrement riche en potentiel émancipateur. La décision d'entamer cette action a été prise par les représentants des comités, contre

l'avis de l'exécutif qui sentait que le collectif n'était pas encore suffisamment consolidé pour affronter la rude épreuve de la répression. L'exercice de la démocratie avait donné aux *allegados* l'assurance nécessaire pour s'opposer à leurs dirigeants et leur imposer leur volonté souveraine.

La vie quotidienne qui surgit de la prise de terrain repose sur les fondements de cette structure organisationnelle hautement démocratique. Pendant les premiers mois qui ont suivi la *toma*, il n'y a pas eu de journée sans que les comités se réunissent pour débattre des décisions qu'ils devaient assumer collectivement en tant que «campamento» *La Voz de los Sin Casa*. Le «campamento» s'est ainsi doté d'un système de sécurité contre la répression du gouvernement qui cherche à mettre à exécution un ordre d'éviction jusqu'ici tenu en échec. Ayant réussi à rester sur le terrain, les comités se sont auto-assigné l'exécution de travaux d'infrastructure de même que de projets pour l'amélioration de la vie communautaire. Ainsi, après seulement un mois, l'organisation avait déjà installé l'eau potable, l'électricité, le téléphone (public), une clinique populaire, une soupe populaire autogérée, etc.

Ces mécanismes de démocratie participative se sont donc consolidés au cours des premiers mois suivant l'installation et aujourd'hui, après seulement cinq mois d'existence, la *Voz de los Sin Casa* possède une salle communautaire, capable d'accueillir plus de 500 personnes. Dans cette salle, en plus des assemblées de délégués, on y développe

des ateliers sur la violence familiale réalisés avec l'appui d'étudiants en psychologie communautaire, on débat des problèmes politiques reliés à la *toma* en prenant bien soin de les mettre en relation avec la politique nationale. En se donnant la capacité d'agir collectivement, les *allegados* n'ont pas seulement acquis un terrain pour construire leurs maisons: ils ont accédé à une pleine citoyenneté dans ce «nouveau pays», comme ils appellent «leur» territoire libéré.

La lutte n'est qu'à ses débuts, car le groupe de familles n'a pas de reconnaissance légale ni de titre de propriété. Dans les négociations pour l'achat du terrain, le propriétaire cherche à jouer sur le caractère illégal de l'occupation pour hausser le prix. La répression risque de s'abattre à n'importe quel moment et la solidarité internationale sera sans doute un atout essentiel pour permettre à la *Voz de los Sin Casa* d'accéder à un droit systématiquement nié et ainsi d'ouvrir une voie de dignité pour les quelque six millions de Chiliennes et de Chiliens qui subissent cette même réalité.

1 «Arrivés» ou «arrimés», nom donné aux personnes contraintes d'habiter dans la maison d'une autre du fait de leurs revenus insuffisants pour subvenir au besoin de se loger dans le cadre du marché.

2 Ces comités sont une formule inventée par le gouvernement pour encadrer le malaise social engendré par le problème du logement, dans des projets de logement social destinés à empêcher le déficit habitational de croître et surtout à prévenir l'organisation autonome de la société pour exiger la solution du problème urbain.

L'expérience d'une famille

Au milieu de la boue omniprésente, Marisol promène dans une poussette son neveu qui a quelques mois. Son histoire est la même que celle de milliers de familles chiliennes. Elle a trois petits enfants, et avec son mari — un ouvrier du bâtiment — elle est hébergée par ses beaux-parents. Elle affirme que depuis des années elle a épargné sur un livret pour obtenir une subvention pour le logement, mais que les délais et la croissance de la famille les ont obligés à chercher une solution rapide.

Elle se souvient avec émotion des moments vécus pendant la matinée du 5 juillet quand elle est arrivée sur le terrain avec les autres membres du comité *La voz de los sin casa*: «Prendre la décision avec ma famille a été difficile, car nous savons que c'est illégal

et cela nous fait peur. Mais nous n'avions pas d'autres possibilités, et maintenant que nous sommes venus, il n'est pas question qu'on s'en aille».

Ses trois autres frères participent aussi au mouvement, et ils ont collaboré pour construire de fragiles abris. Seuls les hommes dorment là: les femmes et les enfants retournent la nuit se faire héberger chez des proches, car le froid et les très mauvaises conditions d'hygiène pourraient affecter la santé des plus petits. Marisol est consciente que cette situation pourrait durer longtemps, mais elle espère encore que les autorités vont les aider ou que «Dieu adoucisse le cœur du propriétaire et qu'il nous donne le terrain».

Ercilla, 26 juillet 1999, cité par DIAL, N° 2330

Poker menteur en Equateur

Les dessous d'une «révolution» avortée



par Maurice Lemoine

L'auteur a choisi pour nous de larges extraits d'un dossier qu'il a publié dans la version Internet du Monde diplomatique:

<http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/equateur/>

On aurait tort de sourire des tribulations en apparence exotiques d'une petite nation sud-américaine, l'Equateur, qui voit accéder au pouvoir son sixième président en trois ans, qui a destitué l'un d'entre eux, M. Abdula Bucaram - «El Loco» (le fou) -, pour «incapacité physique et mentale», et qui semble remettre à l'ordre du jour cette vieille plaisanterie éculée selon laquelle le journaliste, débarquant dans la capitale, demande, à la réception de l'hôtel, une chambre «avec vue sur le coup d'État» ...

Certes, l'histoire paraît un peu folle. Elle voit, le 21 janvier dernier, une foule d'indigènes envahir le Congrès avec l'aide d'une poignée de jeunes militaires en rupture de ban. Les uns et les autres destituent le président Jamil Mahuad avant de former une junte de salut national composée d'un général, M. Carlos Mendoza, du président de la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur (Conaie) Antonio Vargas, et de M. Carlos Solarzano, ancien président de la Cour suprême. Trois heures plus tard, trahissant ses compagnons et ses engagements, roulant les indigènes dans la farine, le général Mendoza fait marche arrière, démissionne, propose et impose le vice-président Gustavo Noboa comme nouveau chef de l'Etat.

Certes l'histoire paraît un peu folle...

L'Equateur: un pays riche en ressources naturelles (pétrole), 12 millions d'habitants, dont 4,2 millions d'indigènes qui vivent dans le dénuement, rejettent la politique économique libérale et revendiquent un Etat plurinationnel et multiethnique au sein duquel les lois indigènes régiraient les relations intercommunautaires, et où l'enseignement serait bilingue. A deux reprises, au cours de la dernière décennie (1990 et 1994), ils se sont pacifiquement mais très vigoureusement soulevés, faisant (momentanément) plier les gouvernements.

Le président Abdala Bucaram, élu en 1996, a été destitué le 6 février 1997. Il est remplacé par le président du Congrès, M. Fabian Alarcon, jusqu'aux élections du 31 mai,

qui voient la victoire de M. Jamil Mahuad du parti Démocratie populaire (centre-droit).

Retour à la normalité, dans tous les sens de l'expression. Le prix du pétrole (35 % des exportations du pays) s'est effondré et les caisses sont vides. Un malheur n'arrivant jamais seul, des pluies torrentielles - conséquences dévastatrices du phénomène climatique «El Niño» - s'abatent sur le pays. Selon un bilan officiel publié en juin 1998, près de 350 000 hectares ont été détruits, le recul de la production agricole est estimé à 13 %. Un mois après l'arrivée de M. Mahuad au Palais de Carondelet, la monnaie est dévaluée de 15 %, les prix des combustibles et de l'électricité quintuplent, ceux des transports publics augmentent de 40 %. Début octobre, le gouvernement annonce qu'il a l'intention de privatiser ou de mettre en concession plusieurs secteurs clés de l'économie: pétrole, électricité, télécommunications, ports, aéroports, voies ferrées et poste. Une première grève générale fait trois morts.

Le coup de semonce n'a pas porté. Confronté à un déficit public de 1,2 milliards de dollars (6 % du PIB), et surtout à une dette extérieure de 16 milliards de dollars (presque 50 % du budget national), le président Mahuad, en janvier 1999, présente son projet de budget: 41 % de celui-ci seront destinés au service de la dette extérieure. Comme il faut bien que quelqu'un règle l'addition, il annonce l'inévitable accélération des réformes structurelles et des mesures d'austérité: suppression des subventions au gaz

domestique, aux tarifs électriques et au diesel, augmentation des prix et des tarifs des transports.

Dans un pays où plus de la moitié de la population est victime du chômage, où 60 % vivent sous le seuil de l'extrême pauvreté, où les employés publics ne sont plus payés depuis trois mois et où les gouvernements successifs sont venus régulièrement au secours des banques à travers des prêts de la Banque centrale¹, l'annonce fait grand bruit. Le grand bruit se transforme en fracas quand, effectivement, début mars, surviennent une augmentation de 174 % du prix des combustibles et une hausse de 10 % à 15 % de la taxe de vente. Et en tourmente lorsque la classe moyenne à son tour est mise à mort: après une dévaluation du *sucre* (la monnaie nationale), les banques sont fermées durant une semaine et un blocage partiel des comptes bancaires (50 % des comptes courants et de l'épargne, 100 % des dépôts à terme) est instauré.

Les organisations sociales, syndicales et indigènes déclarent la guerre au président, les Indiens menaçant de paralyser le pays. L'avertissement n'est pas pris à la légère. Ils ont montré leur force en 1990, en 1994 et lorsqu'ils ont provoqué la chute de M. Abdala Bucaram. En juin, le chef du commandement conjoint des forces armées (terre, air, mer), le général Carlos Mendoza, affirme qu'il est nécessaire de «donner un coup de gouvernail à la politique du pays». Il n'est ni écouté ni entendu. Et pour cause. Le Fonds monétaire international (FMI) rôde dans les parages, négociant avec le président Mahuad un prêt de 400 millions de dollars et la «thérapie de choc» qui doit l'accompagner.

Le 5 juillet 1999, une grève éclate dans le secteur des transports (13,1 % d'augmentation du prix de l'essence en un an), qui va paralyser le pays pendant une quinzaine de jours. Dans le cadre d'un soulèvement populaire et indigène convoqué par l'alliance du Front patriotique, plusieurs milliers d'Indiens organisent une occupation symbolique de la capitale - «la marche du sacrifice». Tous demandent une marche arrière dans le programme d'ajustement structurel. Etat d'urgence et militarisation du territoire: en province, à Latacunga, l'armée tire sur les indigènes qui coupent la route Panaméricaine; 17 blessés par balles. Le haut commandement ne joue pourtant pas, face aux manifestants, la politique du pire. Le général Mendoza, recommande la tranquillité parce que «les seuls qui souffrent des affrontements sont les pauvres, les forces armées et la police²». Premier coup de semonce pour la classe politique, le ministre de la défense, M. José Gallardo, évoque la possibilité d'un coup d'Etat.

Le 7 juillet, l'ex-président Rodrigo Borja (Gauche démocratique - ID) demande la démission du président. Le lendemain, M. Jaime Nebot (Parti Social Chrétien - conservateur) menace: Si Mahuad ne renonce pas, nous pour-

rions envisager d'autres chemins pour trouver une succession à la présidence. Le président recule, renonce à certaines mesures économiques annoncées, lève l'état d'urgence et promulgue une amnistie pour les 561 personnes arrêtées durant les manifestations. Le 11 novembre, la Conaie, la Coordination des mouvements sociaux et le Front patriotique ne lui lancent pas moins un ultimatum: s'il ne modifie pas la politique néolibérale et s'il ne fait pas la lumière sur le mauvais usage de l'argent de sa campagne électorale avant le 31 décembre, ils lanceront un nouveau soulèvement populaire pour l'extirper de sa fonction.

Le peuple est las d'une corruption enkystée dans le pouvoir - politique, bancaire et judiciaire - et qui le maintient dans la pauvreté. Architecte du programme économique néolibéral, l'ex-vice-président Alberto Dahik coule des jours heureux à l'étranger où il s'est enfui après avoir été mis en examen pour «utilisation douteuse des fonds réservés». L'ex-président Alarcón a été arrêté, accusé d'avoir couvert l'embauche de plus de mille *pipones* (emplois fictifs). Le président Mahuad a été mis en cause par M. Noboa pour avoir reçu de l'argent du narcotraffic, pendant sa campagne électorale, à travers son frère Jorge Eduardo Mahuad. Le 27 octobre 1999, M. Ramon Yu-Lee, le trésorier de la dite campagne et secrétaire de la présidence de la République, est placé en détention préventive pour corruption. Il a été dénoncé par le banquier Fernando Aspiazu (propriétaire de Banco del Progreso), détenu pour une présumée malversation de fonds publics...

Pris à la gorge, l'exécutif a suspendu le paiement du service de la dette extérieure (870 millions de dollars par an)³. Début janvier 2000, le sucre perd un cinquième de sa valeur en une semaine. Le 9 janvier, le président joue le tout pour le tout. Il décrète l'état d'urgence et, contre l'avis des hauts fonctionnaires de la Banque centrale, annonce la dollarisation de l'économie. A partir du 10, le taux de change sera définitivement fixé à 25 000 sucres pour un dollar (pour le plus grand profit de ceux qui possèdent des dollars achetés 5 200 sucres lorsque M. Mahuad arriva au pouvoir, mais pour le plus grand malheur des petits épargnants). Cette mesure, destinée à sauver la banque, met le feu au pays. Ou, pour le moins, à une partie de celui-ci. Car, majoritairement, les députés approuvent, forts de l'appui enthousiaste des banquiers, des secteurs de l'import-export, des grands industriels, en un mot des maîtres du pays. Fondamentalement, le PSC et le Parti rodoliste, les *terratenientes* et oligarques - Febres Cordero, Nebot, Joyce de Ginatta, Bucaram, etc. - ne sont pas opposés à ce schéma colonial. Ils condamnent unanimement les protestations populaires, mais, somme toute, s'ils avaient la certitude que la même politique sera poursuivie, ils ne seraient pas fâchés de se débarrasser d'un Mahuad soupçonné de vouloir accroître

autoritairement son pouvoir. En ce sens, la «révolution des ponchos» qui s'annonce peut servir leurs intérêts. A condition, bien sûr, de savoir la canaliser... Commence alors, dans ce pays où partis politiques et milieux économiques multiplient depuis toujours alliances contre-nature et trahisons, une fantastique partie de «poker menteur» dans laquelle chacun, poursuivant ses objectifs propres, avance masqué.

Premier effet de la dollarisation, les prix augmentent de 35 %, voire de 60 % dans les marchés de Quito. Le Front patriotique (FP - gauche), regroupement de divers secteurs sociaux, déclare le 9 janvier qu'il déclenchera une grève nationale pour exiger la démission du président, la dissolution du Congrès et de la Cour suprême de justice - que ne représentent pas les intérêts du peuple⁴ - et l'instauration d'un Gouvernement patriotique d'unité nationale. Il annonce également que sera remis prochainement au commandement conjoint des forces armées un «Programme de gouvernement pour un nouvel Équateur»⁵

A partir du 11 janvier 2000, constitué démocratiquement avec la participation de 21 Parlements provinciaux, de très nombreux Parlements communaux, cantonaux et de quartiers, un Parlement national des peuples d'Équateur (PNPE), dirigé par Mgr Alberto Lunas, archevêque de Cuenca, et M. Antonio Vargas, président de la Conaie, siège sans discontinuer. Dans un appel au commandant général des forces armées et au commandant général de la police nationale, ce parlement parallèle réaffirme sa vocation pacifique, exhorte la force publique d'abandonner toute attitude violente et répressive: «Sur la base des principes universels du droit qui établissent que la souveraineté émane du peuple, que sa volonté est la base de l'autorité, principes garantis par la constitution de la République, le Parlement national des peuples d'Équateur affirme que la responsabilité de la force publique est d'accomplir sa mission fondamentale: la conservation de la souveraineté nationale, l'intégrité et l'indépendance de l'Etat». A travers le décret 005 du 14 janvier 2000, le PNPE entend juger le président Mahuad pour «trahison à la patrie». La prise de Quito et la paralysie du pays sont annoncées pour le 15 janvier.

Le 13 janvier, les indigènes coupent les routes et marchent effectivement sur Quito pour établir une junte de gouvernement «ama quilla, ama llulla, ama shua» («ni paresseuse, ni menteuse, ni voleuse»). Malgré un dispositif militaire massif, plus de cinq mille d'entre eux arrivent dans la capitale. Le vendredi 21, les événements se précipitent. Et l'on découvre que, les mêmes causes produisant les mêmes effets, le colonel vénézuélien Hugo Chávez a fait des émules. Une partie de l'armée pactise avec le peuple. Au matin, alors que le Congrès est entouré d'un double cordon humain, indigène et policier/militaire, séparé par quelques mètres, environ 70 officiers, sous-lieutenants, lieute-

nants, capitaines et quelques colonels, emmenés par le colonel Lucio Gutiérrez, ordonnent aux forces de l'ordre d'abandonner les lieux. Le Congrès «pris», commence une vaste assemblée qui rassemble les représentants des organisations indigènes, des mouvements politiques de gauche et des syndicats. Quarante minutes plus tard, le président du Parlement national des peuples d'Équateur signe le Décret n° 1, qui démet les membres des trois pouvoirs de l'Etat et dépose le président Jamil Mahuad. Avec le Décret n° 2 est nommée une junte de salut national, triumvirat civico-militaire composé du colonel Gutiérrez, du président de la Conaie et de M. Carlos Solarzano, ancien président de la Cour suprême. A la télévision, le jeune officier appelle la société à se joindre à la rébellion dont il affirme qu'elle jouit du soutien de l'armée. De fait, le commandement conjoint demande solennellement la démission de M. Mahuad. Sans que l'on en comprenne très bien, sur le moment, les implications, après trois heures de négociations à huis clos, le colonel Gutiérrez remet son pouvoir au général Carlos Mendoza. Lequel, devant les caméras de télévision, jure de mener à son terme la tâche de la junte.

Le coup de théâtre survient trois heures plus tard. Appuyé par la totalité des officiers supérieurs, admettant qu'il n'a jamais eu l'intention de laisser ce triumvirat au pouvoir, le général Mendoza fait marche arrière. Le haut commandement entend n'apporter un soutien qu'à une solution «constitutionnelle». Celle-ci sera trouvée en la personne du vice-président, M. Gustavo Noboa, investi le 22 janvier au cours d'une cérémonie célébrée au siège du Commandement conjoint, en présence des hauts commandants de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation.

L'opposition politique triomphe et entérine à une large majorité la nomination de M. Noboa, défenestrant sans états d'âme le président élu à travers une interprétation large d'un article de la Constitution: l'«abandon de poste» (il a «quitté le territoire national» pendant quelques heures en se réfugiant à l'ambassade du Chili). Vilipendé par les indigènes pour sa trahison, le général Mendoza explique à qui veut l'entendre qu'il ne s'est livré à cette supercherie que pour gagner du temps et éviter un bain de sang. Il serait sans doute bien en peine d'expliquer pourquoi, après avoir demandé un changement dans la politique gouvernementale, il a projeté au pouvoir un homme, M. Noboa, dont les premières déclarations laissent entendre sans ambiguïté que la dollarisation de l'économie et le cap néolibéral seront poursuivis.

«Les forces armées appuieront le président Mahuad tant qu'il sera président», avait déclaré, non sans une certaine ambiguïté, le ministre de la défense José Gallardo, le 8 janvier. Le lendemain, dans un communiqué public, les forces armées rejetaient toute tentative de rupture de l'ordre juridique. Le 12 janvier, M. Gallardo démissionnait, remplacé

par le général à la retraite Carlos Mendoza. Une fronde latente régnait dans les casernes et les milieux militaires. Le général Paco Moncayo, héros de la guerre contre le Pérou et chef des forces armées jusqu'en 1998, entré en politique et devenu député de la gauche démocratique, n'écartait pas, quelques heures avant le golpe, une «sortie à la vénézuélienne». Un certain nombre de jeunes colonels - Gutiérrez, Cobo, Aguas, Lalama, Brito - écoeurés par l'incurie politique, avaient pris contact, depuis novembre, avec les mouvements indigènes. Deux facteurs interviennent alors, qui vont expliquer le double-jeu du haut commandement. D'après des révélations faites ultérieurement, le président Mahuad, à travers MM. Benjamin Ortiz (ancien ministre des affaires étrangères) et José Gallardo, aurait proposé au haut commandement, deux jours avant la dollarisation de l'économie, un *fujimurazo*, auto-coup d'Etat lui permettant de concentrer tous les pouvoirs et d'aborder sans obstacle parlementaire ou judiciaires la crise sociale et financière. Qui plus est, ce même président Mahuad a annoncé la réduction du budget de l'armée.

Dans un pays où les enseignants et le personnel de santé ne sont pas payés, l'armée a vu son budget passer de 373 millions de dollars en 1985 à 589 millions en 1994 (3,2 % du PIB). Ce budget n'a plus de sens. Sous la pression du président américain William Clinton, qui veut pouvoir disposer d'alliés sûrs et unis à Lima et Quito dans sa lutte contre la guérilla colombienne, un accord de paix a été signé (26 octobre 1998) entre l'Équateur et le Pérou. Tous les éléments sont réunis pour pousser le haut commandement à l'action : une réduction de son budget et un possible *fujimorazo* qui compliquerait les relations avec les Etats-Unis dont, du fait de la conjoncture colombienne, on peut attendre beaucoup. Dans son souci de prendre en tenaille les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) et de créer, à terme, s'il en était besoin, une force multinationale pour intervenir dans ce pays, Washington choisit les armées péruvienne et équatorienne.

Dès lors, non seulement le haut commandement «laisse faire» les jeunes officiers rebelles, mais il les pousse à planifier le renversement du président. «Les généraux Mendoza et [Telmo] Sandoval, au cours de plusieurs réunions préalables de travail avec le mouvement indigène et les mouvements sociaux, ont défini les stratégies pour le renversement de Mahuad et un modèle alternatif de développement, témoignera ultérieurement le dirigeant de la Conaie. Tout a été concerté tant avec les deux généraux qu'avec les commandants intermédiaires des forces armées.» Lorsque, dans la nuit du 20 janvier, M. Mahuad demande aux forces armées de «dispenser» le mouvement indigène qui investit Quito, la mesure est unanimement rejetée par le haut commandement. On connaît la suite...

Dans un premier temps, et à l'exception du Venezuela, la communauté internationale, au nom de la démocratie, a condamné le golpe. Les Etats-Unis menacent alors d'isoler l'Équateur aussi durement que l'a été Cuba. Détail amusant, M. Alberto Fujimori, l'homme du fujimorazo, affirme «le total soutien du peuple et du gouvernement du Pérou à la République sœur d'Équateur et à son gouvernement présidé par le doctor Jamil Mahual.» Une fois la mouvance révolutionnaire et tout risque de transformation sociale écartés, les Etats-Unis annoncent qu'ils sont disposés à travailler avec le gouvernement issu du coup d'État ! As usual...

Plus de deux cents militants et sympathisants de la Conaie ont été arrêtés. De même que les officiers rebelles, qui seront jugés pour «conspiration, sédition et rébellion». Le Congrès entend se dépurifier des députés «golpistes» - Paco Moncayo, René Yandún, Julio Noboa, Carlos Gonzalez (de la ID), Nina Pacari, Luis Talahua, Antonio Posso, Valerio Grefa et Miguel Pérez (Pachakutik). La ministre de la justice, Mme Mariana Yopez, a ordonné l'arrestation des députés sociaux-démocrates Paco Moncayo et René Yandún, dès la levée de leur immunité parlementaire. Un ordre de prison préventive a été lancé contre MM. Vargas et Solarzano. Des dirigeants du Mouvement populaire démocratique (MPD) et de plusieurs syndicats sont également poursuivis.

Le colonel Guillermo Pacheco, l'un des officiers qui a dirigé le golpe, s'est réfugié dans le consulat vénézuélien de Guayaquil, le 24 janvier, non sans avoir repris la fameuse phrase lancée par le lieutenant-colonel Chávez en 1992: la rébellion est terminée... «pour l'instant»⁶. Pour les indigènes, M. Antonio Vargas ne reconnaît pas le nouveau président et annonce que la mobilisation va se poursuivre. Dans la sierra équatorienne, la force tellurique de la Conaie digère mal la «trahison».

Les forces conservatrices ont gagné une bataille. Mais elles ont peut-être déclenché une guerre.

1 On assiste à ce moment à la faillite de la deuxième banque du pays, le Banco del Progreso (c'est la neuvième faillite d'une institution bancaire en un an).

2 El País, Madrid, 6 juillet 1999.

3 En 1999, l'inflation atteint 60,7 % et le sucre s'est déprécié de 67 %.

4 El Nuevo Herald, Miami, 10 janvier 2000.

5 Dans ce programme, il est dit entre autres que « la dette extérieure, l'un des facteurs qui stoppent le progrès social, sera reprogrammée et ne sera payée que dans la mesure où elle n'affecte pas l'attention aux nécessités sociales fondamentales du pays ». Au chapitre « Aires stratégiques » : « L'industrie nationale sera soutenue, en limitant l'action des grands monopoles. Les forces armées auront un rôle important dans l'économie nationale et dans la relance de la production ». Autres points : « Les différentes nationalités indigènes (...) feront partie du nouveau gouvernement ». Il sera établi un « contrôle énergétique des prix des produits de première nécessité ».

6 Nuevo Herald, 26 janvier 2000 (depuis, rentré sur Quito, le colonel Pacheco a été arrêté).

Dossier don Samuel

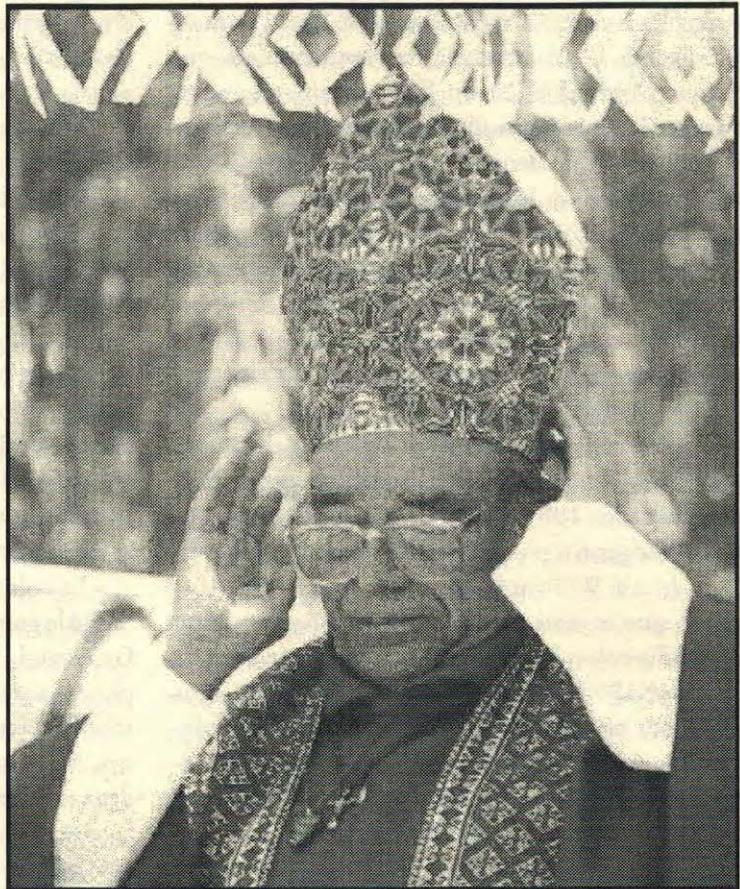
Introduction

Caminando, après beaucoup d'autres à travers le monde, veut rendre hommage à Don Samuel Ruiz, qui a été et est toujours une voix prophétique du XXe siècle. Sans jamais se lasser et faisant face à tous les obstacles, il a pris la défense des pauvres et des exclus de son diocèse et il a travaillé à développer une pratique pastorale ouvrant aux indigènes la possibilité d'une pleine participation.

Le rayonnement de Don Samuel a largement dépassé les frontières du Mexique. Au Québec, nous nous rappelons ses nombreux passages qui, ici, à partir de 1970, apportaient toujours une ardeur nouvelle à nos engagements de solidarité. Nous évoquons particulièrement sa présence stimulante et remplie d'humour à la Rencontre spéciale du Secrétariat international chrétien de solidarité avec l'Amérique latine (SICSAL) tenue à Montréal en 1990, aux côtés de Don Sergio Mendez Arceo, rencontre qui avait regroupé une quarantaine de participants et participants venus d'Amérique et d'Europe.

Un espoir, presque une promesse, nous habite: c'est que maintenant Don Samuel pourra continuer sa mission d'accompagnement et d'animation du SICSAL.

Le 24 décembre 1998, Don Samuel Ruiz et Fr. Raul Vera, évêque coadjuteur, signaient conjointement une lettre intitulée *De la douleur à l'espérance* qui donnait son élan à l'année jubilaire et devait accompagner Don Samuel pendant toute l'année dans les visites qu'il ferait dans les milliers de communautés de son diocèse. Cette lettre se terminait ainsi: «Gloire au Seigneur! Il a regardé l'humilité de notre diocèse. Pour cela, et avec nous, d'autres peuples et d'autres générations rendront grâce au Seigneur, parce qu'un nouveau peuple est en train de naître et a décidé de vivre.»



Dossier préparé par Jean Robitaille et Clotilde Lemay

Conversion et prophétie: portrait de Samuel Ruiz

Samuel Ruiz, évêque du diocèse de San Cristóbal de Las Casas, est depuis 1994 une des personnalités les plus importantes du Mexique et probablement de l'Église latino-américaine. Ancienne figure de la Commission nationale de médiation (CONAI) entre l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et les représentants du gouvernement mexicain, il poursuit l'objectif de mettre un terme à la tension qui existe dans la région et d'instaurer dans la zone des Los Altos du Chiapas une paix digne et durable. Mais qui est Samuel Ruiz, cet homme devenu signe de contradiction, vénéré par les indigènes du Chiapas et dénigré par les puissants de son diocèse? Quel a été son itinéraire? Comment celui-ci a-t-il commencé? C'est à ces questions que répond l'article ci-dessous publié par *Carta a las Iglesias* (El Salvador, Salvador) en mai 1996, à partir de deux reportages parus dans *Esquila Misionera y Vida Nueva*.

Avant qu'il ne fasse son travail de médiateur, Samuel Ruiz n'était pas un inconnu. Dans les régions indigènes d'Amérique, de l'Alaska à la Patagonie, de même qu'en Asie et en Afrique, tout comme dans les milieux oecuméniques d'Europe, le Tatic (grand-père) Samuel, comme l'appellent ses fidèles chiapanèques, avait acquis une réputation de prophète tout de suite après le concile lors-

qu'il commença à appliquer les enseignements de Vatican II. Ensuite, avec Medellín et l'éveil d'une nouvelle conscience épiscopale latino-américaine, Mgr Samuel Ruiz devint un pilier de la collégialité à l'intérieur de l'Église et il s'adonna à la construction de bases pastorales et théologiques solides à partir de la revalorisation des cultures

autochtones, en vue d'une véritable évangélisation intégrale. Fils d'émigrants mexicains aux États-Unis, il naquit à Guanajuato en 1924, dans un Mexique divisé en jacobins et *cristeros*. La persécution religieuse et une guerre fratricide accompagnèrent cet enfant éduqué dans un foyer de catholiques militants et il comprit vite que sa vocation était

de devenir prêtre. Il étudia au séminaire de León, Guanajuato, puis alla à Rome où il obtint ses diplômes en théologie et en Écriture sainte à l'Université grégorienne et à l'Institut biblique pontifical. Il y fut ordonné prêtre en 1949 et, à son retour à León, il fut nommé recteur du séminaire. En novembre 1959, Jean XXIII le nomma évêque de San Cristóbal. Mgr Samuel Ruiz avait à peine 35 ans.

Un évêque se convertit

Samuel Ruiz a été formé pour être un évêque traditionnel. Mais peu après qu'il eût commencé à visiter son diocèse, majoritairement indigène, la réalité de la misère le frappa. Il se pratiquait alors un indigénisme paternaliste dans lequel l'Indien était l'objet de l'action pastorale. Grâce au concile, Mgr Samuel Ruiz commença à percevoir que là n'était pas son chemin de pasteur. Mais c'est parce qu'il parcourut réellement - à cheval — les chemins de la forêt chiapanèque qu'il en vint à se convertir. Il ne pouvait rester indifférent à tant d'oppression, de misère, de faim, de discrimination et de mort. Le Chiapas était le bastion des propriétaires terriens, marchands de bois et planteurs de café; dans ce dernier tiers du XXe siècle, il y avait, comme à l'épo-



que de la colonie, tout un monde d'ouvriers agricoles logeant et vivant sur la propriété du patron. Mgr Samuel Ruiz découvrit l'Indien marginalisé. Jusqu'à ce moment, il avait été comme un «évêque poisson»: il était passé les yeux ouverts au milieu de l'oppression sans la voir. Mais vint un temps où il cessa de ne voir que des Églises pleines et où il découvrit l'exploitation de l'indigène et le mauvais fonctionnement des structures sociales. Il sut alors que le nouveau chemin était risqué et conflictuel, parce que les accusations viendraient et qu'on lui ferait endosser l'étiquette de «marxiste» et qu'on l'accuserait de «politisation induite». Tels étaient les dangers auxquels il devait faire face.

En réalité, comme il l'a dit de nombreuses fois, ce sont les Indiens qui le convertirent, non le Concile du Vatican. La clef de la situation était sa conversion au pauvre, aux racines, à la culture, au peuple. Et ceci commença à orienter son esprit et à le tourner vers la libération, la justice et la paix. Depuis lors, il s'est converti jour après jour, au cours des trente-cinq dernières années. Il est certain que ce ne fut pas un chemin facile. La réalité elle-même mettait en question ses connaissances, y compris en le conduisant à s'interroger sur certaines optiques théologiques missionnaires. Néanmoins, il lui était parfois impossible d'échapper à une déviation: l'ethnocentrisme. Il était conditionné culturellement de telle manière qu'affleurait, comme d'instinct, une seconde manière d'agir; il avait toujours cette personnalité qui lui faisait voir la culture indigène sous l'angle de la sienne propre. Il n'avait pas encore réussi à éliminer totalement le paternalisme. Il continuait à décider pour les indigènes ce qu'il y avait à faire. Et ceci conduisait aussi à un type de caciquisme spirituel très violent. Ces anti-valeurs le poussaient à une auto-analyse permanente.

Il avait cheminé avec des Chamulas, Zinacantèques, Sanpedranos et Sanandreseros, c'est-à-dire des cultures indigènes distinctes les unes des autres bien que toutes viennent du même tronc linguistique tzotzil. Il y avait là une forte interrogation pour la pastorale: comment faire pour que la charité puisse être vécue de manière intertribale, dans une relation qui n'exclurait pas la réalité majoritaire d'un pays métis et qui conserverait sa propre identité? Il fit des pas timides pour connaître ces cultures, non sous l'effet d'un impératif anthropologique, mais parce que c'était l'unique chemin, théologiquement parlant, pour connaître ce que Dieu y accomplissait. Il s'agissait de découvrir l'histoire du salut dans chaque culture et de la prendre pour point de départ d'une évangélisation incarnée dans ces cultures. Le défi était considérable. Il fallait abandonner les inerties, les ostentations, les commodités. Personne ne fait l'option pour les pauvres sans se convertir aux indigènes, ces «Christ

maltraités», selon l'expression de son prédécesseur le frère Bartolomé de Las Casas, premier évêque du diocèse en 1545.

Il reconnaît que le mouvement de rapprochement avec le monde indigène n'a pas été simple. Il dit aimer l'Indien parce qu'il s'est mis à sa place et que la force des événements l'a convaincu. Pour faire ressortir les aptitudes et la façon d'être des indigènes, Mgr Samuel Ruiz rappelle: «Dans

l'un de mes premiers actes épiscopaux dans la région de langue tzetzal, lorsque je ne marmonnais encore aucune des cinq langues, fort riches, de l'ancien maya, j'ai prononcé en castillan une homélie si belle qu'elle m'a même plu à moi-même. Alors que je me disposais à poursuivre la célébration, le curé m'arrêta et me dit: "Asseyez-vous, s'il vous plaît". Je continue maintenant l'offertoire, répondis-je, étonné. Le curé m'interrompit en disant: "Non, maintenant, c'est la traduction: ici per-

sonne n'a compris. Ils ne parlent pas l'espagnol." À ce moment, un indigène, comme l'eût fait un magnétophone, reproduisit tout ce que j'avais dit pendant trente-cinq minutes avec une étonnante fidélité.»

Depuis lors, les Indiens du Chiapas l'ont vu venir, inlassable, monté sur son cheval, le Siete Leguas, à dos d'âne, en jeep ou simplement à pied. C'est alors seulement que Mgr Samuel Ruiz eut l'intuition qu'il était nécessaire de parvenir à un modèle d'action pastorale où l'indigène se manifesterait lui-même au cœur de sa situation culturelle. Que naisse l'Église autochtone, comme le Concile de Vatican II en avait éclairé les perspectives! Une évangélisation incarnée avait son terme dans une Église autochtone qui vit et exprime sa foi à l'intérieur de ses propres modèles culturels. Il était prévisible que ce processus d'évangélisation, avec ses exigences propres, conduirait à une dynamisation des cultures - et non pas à un retour en arrière sur leur histoire - dans un mouvement de libération de l'homme. Il pensa donc que sa fonction de pasteur ne consistait pas à lutter pour une culture unique, universelle, mais de faire en sorte que la richesse de chaque culture, une fois dynamisée, puisse être partie prenante dans la construction d'une société plus large où puissent se réaliser, non par absorption mais en conservant sa propre identité, l'interrelation et l'intercommunication des biens et des valeurs. C'était l'idéal.

Pasteur et prophète

Prophète séducteur, Samuel Ruiz a su être un théologien qui change ses livres contre l'histoire, l'histoire réelle, et qui pose ses pieds à terre. Homme de frontière et d'accompagnement, il est devenu un leader sans le rechercher, avec une autorité morale considérable. Car il a toujours été à la frontière de la vie et de la mort: il est réellement là où



naît l'espérance, mais aussi là où Dieu est nié par l'oppression et la misère. Il a toujours été un évêque aux portes ouvertes. C'est ce qui explique en partie le malaise des groupes détenant le pouvoir au Chiapas et au Mexique: ils auraient aimé qu'il soit un évêque assis. C'est au contraire un pasteur itinérant, pèlerin... On l'appelle «l'itinérant». De plus, le fait d'avoir fait l'effort d'apprendre les langues tzeltal, tzotzil et un peu de chol et de tojobal - les quatre dialectes indigènes principaux de son diocèse - montre quel est son comportement pastoral. Celui-ci ne se réalise ni à partir d'en haut, ni à partir de l'extérieur, mais à partir de l'intérieur et dans l'égalité. Son évolution comme pasteur reflète et est en harmonie avec le mouvement de l'Église universelle - non exempt de contradictions - qui reproduit celui de la vieille



Église mexicaine dans le style des curés du temps de l'Indépendance, Hidalgo et Morelos, contrastant avec une institution fortement hiérarchisée et massivement conservatrice. Il a mis en avant un modèle ecclésial orienté afin d'assurer une vie meilleure pour tous. Un modèle d'Église plus participative, plus autochtone et plus indigène. Telle a été son orientation: faire évoluer son Église locale jusqu'à la transformer réellement en une Église au visage indigène.

Et lorsqu'on passe en revue l'histoire des indigènes, on voit bien les humiliations dont ils ont été l'objet, y compris au sein de l'Église. Malheureusement, ce qui était apprécié dans la formation ecclésiale sur le continent américain était que l'on y entre indigène au séminaire et qu'on en sorte métis. Et Samuel Ruiz se demande: «L'Église est-elle prête à modifier ses structures de telle sorte que l'indigène ait la possibilité réelle de participer au processus de décision à l'intérieur de l'Église?» Avant cette position, il insiste sur l'importance de l'inculturation et il signale ceci: «Un prêtre de passé indigène me raconta son expérience lorsqu'il eut récupéré sa dignité d'être indigène dans un diocèse du centre du pays. Il était heureux lorsqu'il me le racontait parce qu'il se sentait indien une nouvelle fois: un homme restauré dans sa dignité propre.»

L'option de Mgr Samuel Ruiz pour l'Indien pauvre et la justice a donné naissance, au début des années 80, à une «légende noire» à son encontre, propagée par les éleveurs et les grands propriétaires locaux. Cette campagne n'a jamais cessé et elle s'est accrue depuis avril 1993, depuis que les autorités eurent la certitude qu'il y avait un foyer armé au Chiapas. Les «forces vives» de l'État se mobilisèrent pour intervenir à la nonciature dans la capitale et demandèrent au représentant du pape, Girolamo Prigione, de faire partir

l'évêque de son diocèse. Ces jours furent durs pour Mgr Samuel Ruiz: il était visible que le pouvoir civil était derrière cette manoeuvre.

Le mois de mai suivant, le pasteur convoqua, dans le diocèse, une Assemblée du peuple croyant qui scruta les signes des temps. De là naquit la lettre pastorale. En cette heure de grâce, qui retraça le chemin parcouru pendant trente-quatre années dans les régions du Chiapas. Avec les paroles brûlantes des Indiens pauvres, il y mettait en cause la dureté du néolibéralisme et faisait objection à l'entrée dans la «modernité» sous la conduite du Traité de libre échange, de même qu'au Programme national de solidarité, élément actif de ce que l'on appelle le «libéralisme social» du gouvernement de Carlos Salinas de Gortari. Il envoya la lettre à Jean-Paul II à Mérida, cinq mois avant l'insurrection indigène. Mais, de façon prémonitoire, il conclut son document avec un appel à la compréhension, au dialogue et à la conversion. Ce fut une dénonciation prophétique. Mais personne ne l'écouta parmi les instances de décision du pays. Quand la guérilla éclata le 1er janvier 1994, le gouverneur même du Chiapas tenta de mettre Mgr Samuel Ruiz dans le camp des rebelles en armes, au cours d'une campagne de propagande qui cherchait à le mettre en marge de toute médiation éventuelle. Également, le pouvoir civil tenta de profiter de la conjoncture pour faire pression sur Rome afin que l'on fasse partir l'évêque de San Cristóbal. Mais l'épiscopat mexicain soutint en bloc Mgr Samuel Ruiz.

Don Samuel, le pacificateur

Il y a déjà 22 ans que Mgr Samuel Ruiz a lancé l'initiative du congrès indigène de San Cristóbal, où se réunirent

pour la première fois diverses organisations indépendantes de la région conflictuelle du Chiapas. Maintenant, et de façon paradoxale, les gouvernants qui, pendant des années, n'avaient pas fait cas de ses dénonciations de l'injustice et de l'oppression, sont ceux qui ont tenu à reconnaître son autorité morale lorsque le conflit a éclaté. Et ainsi, lorsqu'au Chiapas la guerre a cédé le pas à la politique, de «subversif» Mgr Samuel Ruiz devint «médiateur». Les autorités qui avaient demandé au Vatican son retrait durent dire: «Laissez-le». Le fameux «commandant Samuel», comme l'appelait une propagande conservatrice rabâcheuse, apparut ainsi comme l'unique facteur de dialogue entre le gouvernement et la guérilla de l'EZLN.

À partir de ce moment, le vieux temple du XVI^e siècle, avec le revêtement magnifique de sa façade, fut converti en «temple de la paix», et Mgr Samuel Ruiz fut internationalement connu. Là, dans la ville de son siège épiscopal, les émissaires du gouvernement et de la guérilla se sont assis et il les a accompagnés en assumant la médiation comme travail pastoral. Le dialogue pour la paix s'est embourbé et les attaques contre l'évêque ont redoublé. Les puissants avaient à leur disposition la télévision, la radio et la presse écrite. Ils en vinrent aux menaces physiques et un groupe aux origines obscures - dans les circuits des services de renseignement nord-américains - diffusèrent abondamment une affiche qui disait: «Recherché». Et sous la photo de Samuel Ruiz, on pouvait lire la légende: «Pour trahison à la patrie».

Dans le cadre du harcèlement systématique qui recherchait une solution militaire au conflit, Mgr Samuel Ruiz vit s'accroître son rôle de médiateur. Son engagement inébranlable pour la justice et la recherche d'une paix digne ont fait avorter toutes les tentatives pour l'éloigner de sa fonction prophétique. Et dans le contexte d'une militarisation croissante de l'État du Chiapas, quand le gouvernement menait le siège pour l'anéantissement qui permettrait d'en finir avec la guérilla zapatiste, Mgr Samuel Ruiz créa la commission nationale de médiation pour éviter le génocide. La commission essaya de réactiver le rôle de la société civile pour amortir la tension comme en janvier 1994, quand il parvint à arrêter la guerre. Mais cela ne suffit pas. La logique de la guerre continuait de suivre son cours.

Quand en décembre 1994 la reprise des hostilités paraissait imminente, Mgr Samuel Ruiz commença un jeûne évangélique indéfini en faveur de la paix. Son action fut soutenue par des jeûneurs de la paix au Mexique et dans divers pays du monde. Et ces actes obligèrent le gouvernement à reconnaître la Commission nationale comme une instance, jusqu'alors ignorée, et permirent le premier con-

tact officiel direct entre un membre du cabinet de Ernesto Zedillo (ministre de l'Intérieur) et l'insurrection. La dynamique de la paix commença à déplacer peu à peu celle de la guerre. Avec la participation active de la Commission nationale - qui sut maintenir son rôle de médiateur en dépit des efforts gouvernementaux pour «normaliser» sa fonction ou la mettre à l'écart - le Congrès approuva une *Loi pour le dialogue, la conciliation et une paix digne au Chiapas*, qui, en dépit d'un contexte de militarisation croissante, pouvait être, si elle était bien utilisée, un instrument efficace pour faire avancer une solution pacifique et négociée du conflit. La clef de tout ce processus de pacification est, sans aucun doute,

Mgr Samuel Ruiz qui est apparu dans un contexte d'injustice et de violence à la manière de Mgr Oscar Romero, l'archevêque martyr de San Salvador, avec sa même voix prophétique, autonome, située au cœur de la cause des pauvres et soutenue par les plus pauvres d'entre les pauvres du Mexique et d'Amérique latine, les indigènes.

Mgr Samuel Ruiz voyage maintenant beaucoup. Chaleureux et respectueux, raconte le chroniqueur, il ne semblait pas être un homme immergé dans le principal conflit du Mexique. Il dit qu'il subit une transformation intérieure profonde et l'explique ainsi avec humour: «Jusqu'à il y a cinq mois, je n'avais pas perdu la peur de parler. Il y a trois ans, je tremblais sans savoir que dire dans ma cathédrale. D'abord parce que je ne savais pas que dire à un peuple affamé de vérité. Ensuite parce que je n'avais pas le temps de préparer mes homélies. Mais tout à coup - là est la providence du Seigneur - j'ai cessé d'avoir peur parce que je me suis dit: je dois avoir peur lorsque je prépare quelque chose pour parler, ensuite, si cela ne va pas, j'en subis les conséquences. Mais lorsque c'est improvisé, le Seigneur nous conduit et Lui saura s'il s'agit d'un échec ou d'une réussite pour sa cause.»

On lui demande toujours comment mener une évangélisation inculturée et Mgr Samuel Ruiz répond: «Dieu a voulu le salut universel de tous les hommes et de tous les groupes humains. Il s'est révélé à eux dans leurs traditions et les efforts millénaires qu'ils ont faits pour le rechercher, et il en est ainsi à présent. Aussi, si le missionnaire veut découvrir la Bonne nouvelle, il ne peut ignorer cette histoire du salut antérieure à sa venue... Il s'en suit que, si quelqu'un veut évangéliser et donner la salutation traditionnelle *Dominus vobiscum* (le Seigneur soit avec vous), il doit, pour le faire, connaître préalablement comment Dieu s'est rendu présent dans les cultures, quelles sont les valeurs éthico-religieuses qui y sont présentes et, à partir de cette situation, il doit faire un grand effort pour se rapprocher d'une Église autochtone où il y ait des indigènes avec leurs



ministères propres, où la liturgie se dise dans leur propre langue, exprimée dans les signes de leur propre culture, parce que c'est "leur foi" et non pas "ma foi" qui doit être manifestée.»

Mgr Samuel Ruiz est conscient de la signification internationale du Chiapas, mélange de mystère et de réalité, lieu qui a été de nombreuses fois et simultanément exploré et oublié. Il nous rappelle les faits qui expriment la résistance et la souffrance qui existent dans toute la province. Il souligne la souffrance des communautés guatémaltèques expulsées de leur pays dans la région chiapanèque voisine. Il affirme au sujet du conflit qu'«une déclaration de guerre des Indiens de Los Altos du Chiapas ne manque pas de nous toucher: il y a là une très forte interpellation. Ils parlent de leur autonomie, de la reconnaissance de leur existence, de leurs valeurs, et ils auraient pu faire cette inter-

pellation explicitement en relation avec l'Église catholique ou les Églises évangéliques auxquelles appartiennent de nombreux indigènes. Il n'oublie pas non plus des faits tels que l'emprisonnement du père Joel Padrón, curé de Simojvel, et du prêtre belge Marcel Rostaert. «Tous ces événements, reconnaît-il, eurent une grande répercussion, ils firent connaître notre diocèse sous un angle qui lui est propre mais qui n'est ni prépondérant ni exclusif dans le continent. Il se trouve que nous sommes au centre de l'attention et que nous payons ou que nous profitons (comme on voudra l'interpréter) des conséquences de notre renommée, mais en sachant que la même chose peut arriver dans n'importe quelle autre partie de l'Amérique latine où il existe des mouvements pastoraux autant ou plus avancés que le nôtre.»

Source: DIAL N° 2101, 16-30 septembre 1996

Pratique pastorale

Il n'y avait pas seulement les Indiens au Chiapas. Il y avait aussi le *ladinos* (métis), la classe intellectuelle, les gens des villes, les éleveurs de bétail, les commerçants, les professionnels, les politiciens qui continuaient de se comporter envers les Indiens comme les patrons d'esclaves d'autrefois, et qui étaient en même temps les plus proches des prêtres.

Don Samuel partagea avec ces derniers son angoisse de pasteur qui voyait «un grave danger menacer ce coin du Mexique plongé dans l'injustice sociale. C'était la menace d'une violente tempête qu'annonçaient les nuages de haine, les tourbillons d'injustice et les éclairs d'un désordre moral où s'entremêlaient les crimes, les erreurs et une désorientation générale.» (Exhortation pastorale du 2 octobre 1961). Don Samuel se référait alors à l'avancée de l'idéologie marxiste que l'Église déclarait incompatible avec la foi chrétienne, car «elle partait de la négation de Dieu et la négation conséquente de tout ce qui conduit à Dieu: la religion, la liberté, la spiritualité, les idées de bien et de mal, le concept même de justice, la notion de conscience morale. On n'y hésite pas à justifier et à défendre comme bien et obligatoire tout ce qui conduit au but ultime où doit aboutir l'histoire de l'humanité» (id.).

Don Samuel s'est uni aux élites du Chiapas dans la croisade anticommuniste qui marquait la société mexicaine d'alors, avec le slogan «christianisme oui, communisme, non». Mais il s'est adressé en même temps

au cœur de ces catholiques qui ne mettaient pas en pratique la doctrine sociale de l'Église et engendraient l'injustice autour d'eux. Ces «catholiques militants» qui payaient des salaires inhumains et réduisaient à l'esclavage les Indiens. C'est alors que sa bonne réputation a commencé à baisser aux yeux des élites.

Il a parcouru pendant cinq ans tout le diocèse, visitant les paroisses. Il se rendit compte alors des énormes inégalités sociales qui existaient chez ces gens et que, face à cela, l'action pastorale ne pouvait pas être réduite aux sacrements et à l'enseignement chrétien. C'est alors qu'il impulsa un plan de pastorale très simple: enseigner l'espagnol aux Indiens, leur procurer des chaussures et améliorer leur diète, leur donner le minimum nécessaire pour entreprendre leur évangélisation. Cette intuition pastorale est née à partir des «lamentations, de la misère, des peines et des souffrances» (Nican Mopohua) des gens et de la conviction que la misère du peuple n'était pas voulue de Dieu.

Il a commencé ainsi à structurer une pastorale sociale, d'aide aux gens au début, puis de développement et d'intégration. Il vécut en lui-même une lente mais solide transformation; son regard pastoral se posa peu à peu au-delà de l'espace du temple, de ses prêtres et de son culte, pour atteindre les laïques qui devaient eux aussi participer à la vie de l'Église. Avec les laïques, il est sorti sur le perron de l'église pour regarder le monde et toutes ses contradictions.

Une véritable persécution contre l'Église

L'expression n'est pas excessive: il s'agit bel et bien d'une persécution sciemment menée contre l'Église du diocèse de San Cristóbal de Las Casas, dans le Chiapas. Récemment, l'évêque coadjuteur, Mgr Raúl Vera López o.p., déclarait à DIAL que le pouvoir en place avait le projet délibéré de «réduire» l'Église dans la région du Chiapas. Solidaires des populations indigènes et des pauvres, soutenus par la parole et le comportement exemplaire de Mgr Samuel Ruiz García, les chrétiens du diocèse qui sont fidèles à leurs convictions évangéliques paient cet engagement d'un prix particulièrement élevé. Signalons à ce propos que le rapport publié en avril 1997 par Human Rights Watch/America sur la responsabilité de l'État dans la violence rurale au Mexique consacre un chapitre entier aux «attaques contre la communauté religieuse au Chiapas». On trouvera ci-dessous le texte diffusé le 21 juin 1997 par le diocèse de San Cristóbal de Las Casas.

Notre diocèse de San Cristóbal de Las Casas, après la visite du président de la Conférence épiscopale mexicaine et de la Commission épiscopale pour la paix dans l'État du Chiapas, subit une nouvelle vague d'attaques contre son travail pastoral. Cette visite a mis en évidence l'unité des évêques et leur préoccupation pour la situation de guerre de faible intensité existant dans l'État du Chiapas, notamment dans Los Altos, dans le nord et dans la selva. Ces attaques ne sont pas nouvelles; mais ce qui est surprenant, c'est la persistance d'accusations manifestement fausses, comme celles qui sont dirigées contre notre évêque, Mgr Samuel Ruiz García. Il est désigné comme le responsable de la violence et de l'instabilité politique et sociale de l'État et il est accusé de distribuer des armes, de diriger l'insurrection et toute action de déstabilisation. De telles accusations sont faites aussi dans divers moyens de communication contre notre évêque coadjuteur, le frère Raúl Vera López, ainsi que contre les agents pastoraux qui mènent à bien leur action évangélisatrice dans les différentes paroisses et missions et contre les catéchistes, «prédiacres» et diacres. Nous sommes ainsi exposés à des accusations sans fondements, à des agressions, à des menaces de mort et à des

procès juridiques injustes qui peuvent aller jusqu'à la privation illégale de liberté comme ce fut le cas des deux frères jésuites et des deux catéchistes de Palenque, le 7 mars 1997.

Le fait que plusieurs organisations non gouvernementales remarquées particulièrement pour leur travail en faveur de la paix et au service du peuple pauvre soient également victimes de harcèlement et d'accusations mensongères, nous inquiète fortement. Devant cette situation de harcèlement, nous établissons un bref bilan des multiples agressions subies depuis janvier 1994: dans la zone dite du conflit (Ocosingo, Margaritas, Altamirano), nous subissons la surveillance des maisons paroissiales ainsi que le harcèlement et les menaces contre les agents de pastorale et l'hôpital d'Altamirano. Cette surveillance concerne aussi les visites que nous faisons dans les communautés. L'armée harcelait, contrôlait, filmait et enregistrerait les célébrations religieuses. Dans plusieurs communes, des soi-disant «marches pour la paix», dirigées par des maires, des dirigeants du parti officiel et des éleveurs, se terminaient en agressions verbales et menaces contre l'évêque et les agents de pastorale. Un autre cas regrettable fut une tentative de viol à l'égard d'une religieuse.

Le diocèse a subi au début du conflit des campagnes de discrédit dans les médias - presse, radio et télévision - lorsqu'ont été diffusés de faux témoignages faits par des personnes qui, en pleurs, rendaient responsables de la violence l'évêque, les prêtres, les missionnaires et les catéchistes. Lors de cette campagne de discrédit, dans un moment très grave, fut organisée une attaque physique par des groupes priistes [du PRI, parti au pouvoir] de San Cristóbal, autodésignés comme les authentiques coletos, contre la résidence de l'évêque, siège de la Curie diocésaine. La persécution est allée si loin que les missionnaires étrangers vivent sous la menace constante d'expulsion; les autorités exercent sur eux une pression en contrôlant leurs moindres mouvements, en les convoquant constamment aux bureaux de l'immigration, en les privant de leurs documents et en retardant leurs démarches pour la régularisation juridique de leur séjour. Cela ne s'est pas limité seulement aux menaces, il y a eu des faits concrets comme les expulsions injustes et les refus d'autorisation pour revenir dans le diocèse. Actuellement, il y a sept prêtres (12% du total de prêtres du diocèse) exilés de façon arbitraire. Le cas le plus récent est celui du prêtre écossais Henry McLaughlin. Certains d'entre eux ont été expulsés sous l'accusation de mener des actions étrangères à leur ministère et le Père Henry l'a été pour célébrer l'eucharistie sans la permission du gouvernement. Leur véritable délit est de servir les pauvres comme le Christ.

La zone nord - Tila, Sabanilla, Tumbalá, Palenque, Salto de Agua, Bachajón y Chilón - a été le laboratoire de la guerre de faible intensité avec des attentats contre les maisons paroissiales et les églises avec des cocktails molotov, des conflits provoqués à l'intérieur des communautés ou entre organisations, l'intimidation créée par la présence des soldats et des policiers, des agressions des groupes paramilitaires, portant le nom de «Chinchulines» ou «Paix et justice» - dont les délits restent impunis -, des rumeurs et des menaces. On veut transformer les conflits politiques en affrontements religieux, en prétendant que les catholiques sont liés au zapatisme et au Parti de la révolution démocratique (PRD), en les faisant se confronter avec leurs frères des autres confessions religieuses qui sont identifiés aux «gardes blanches» du PRI qui agressent et attaquent les catholiques d'une manière irrationnelle, les exilant de leurs communautés, fermant, brûlant et détruisant les petits sanctuaires, les images et tout signe religieux, allant jusqu'à profaner le Très Saint Sacrement.

Les personnes déplacées ont témoigné que les groupes paramilitaires sont protégés au cours de leurs attaques par la Sécurité publique ou par l'armée. Ces institutions armées ont occupé quelques sanctuaires et édifices appartenant

à l'Église catholique. Actuellement, certains d'entre eux restent toujours sous leur contrôle. Certains catéchistes ont été jugés sommairement, ont été torturés et emprisonnés pour n'avoir pas voulu signer des documents accusant l'évêque et les prêtres de fournir des armes aux rebelles. Certains ont été assassinés. Ceux qui ne veulent pas intégrer les groupes paramilitaires ont des amendes qui vont jusqu'à 2 000 pesos et vivent constamment menacés. Devant toute tentative de dénonciation de la part de la société civile ou de réplique aux attaques faites à l'égard des communautés, on désigne immédiatement comme coupables les évêques et les prêtres, accusations qui sont également le fait de quelques officiers de l'armée, allant même jusqu'à affirmer de façon calomnieuse que nous avons béni les armes des zapatistes.

La connaissance de ces faits dans le contexte du comportement du gouvernement à l'égard du diocèse, ces dernières années, nous fonde à dire:

- § Il ne s'agit pas seulement de faits isolés, mais d'une campagne bien orchestrée contre notre diocèse.
- § Par tous les moyens on veut le faire apparaître comme un élément responsable du conflit du Chiapas et entravant la solution de celui-ci.
- § Le but de cette campagne est de le discréditer et de réduire sa crédibilité et son autorité morale. On souhaite faire taire une voix critique qui dérange les pouvoirs établis et met en évidence les contradictions entre le discours officiel et les actions concrètes.
- § On prétend également discréditer le rôle de médiateur de Samuel Ruiz et de la CONAI, auxquels on ne pardonne pas leur action indépendante et critique.

La logique du comportement des autorités civiles et militaires nous démontre que, malheureusement, on ne recherche pas une issue politique, contrairement à ce qu'on annonce, mais qu'on effectue plutôt des actions de force qu'on laisse impunies. On encourage ainsi une situation irréversible que l'on ne pourra plus maîtriser et qui rendra légitime une solution militaire.

Pour conclure, nous estimons que l'on est en train de discréditer une instance qui pourrait être un frein au massacre et au génocide du peuple du Chiapas. Nous réaffirmons que le dépassement de la crise généralisée que vit actuellement notre pays passe par une solution adéquate à la crise chiapanèque. Sans une véritable solution pour le Chiapas, il n'y aura pas une solution réelle pour le Mexique. Ce diocèse, qui veut servir le peuple et continuer à défendre les droits des pauvres, a aussi voulu partager leur sort.

Source: DIAL N° 2171, 1-15 septembre 1997



Samuel Ruiz et l'Option pour les pauvres

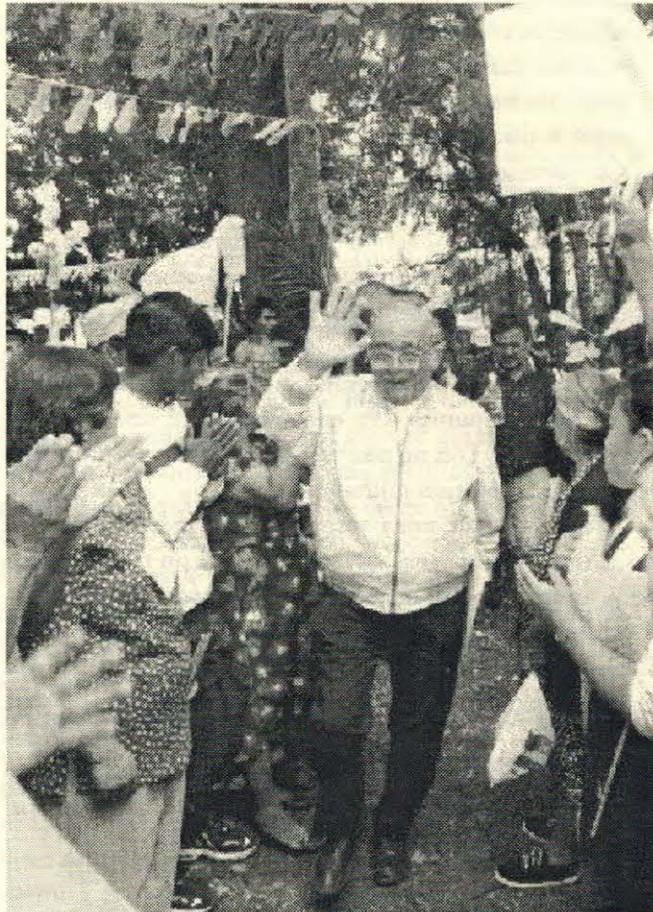
Nous publions ici des extraits d'une entrevue accordée par Don Samuel à la revue mexicaine *Proceso* (Edition spéciale, 7 octobre 1999)

Proceso - Que ferez-vous quand vous laisserez le Chiapas?

Samuel Ruiz- Je travaillerai pour la paix par tous les moyens. Ce qui se passera ici au Chiapas aura des répercussions dans tout le pays. Il ne s'agit pas seulement du Chiapas même si l'on dit que le problème ne concerne qu'un petit groupe d'Indiens. Non, il s'agit d'un processus qui a des répercussions nationales.

P - Comment allez-vous travailler pour la paix?

S.M.- Comme il le faudra. Je ne sais pas trop. Pour le moment, je continue de travailler au Secrétariat International Chrétien de Solidarité avec l'Amérique latine. Je suis coprésident avec deux évêques brésiliens de cette organisa-



tion internationale qui est présente en Europe, aux États-Unis, au Canada et en Amérique latine. Au terme de ma présidence, je pense continuer d'œuvrer dans cet organisme.

P - N'y a-t-il pas risque qu'après votre départ on démantèle la ligne pastorale que vous avez implantée à San Cristobal?

Samuel Ruiz est ennuyé par la question. Il n'aime pas qu'on le place au centre des décisions du diocèse: «Je n'ai rien implanté, dit-il avec insistance. Ils se trompent ceux qui ne voient les choses que sous un angle personnel, comme si j'avais été celui qui a engendré le processus. Au contraire, c'est le processus qui m'a engendré. Je suis le fruit d'une situation. Je n'ai pas évangélisé les Indiens, ce sont eux qui m'ont évangélisé. Avec ou sans moi, le diocèse poursuivra sa route.»

Mgr Ruiz explique avec ardeur que l'option pour les pauvres de son diocèse est l'option constitutive de toute l'Église:

S.M.- Une Église qui n'opte pas pour les pauvres n'est pas l'Église de Jésus Christ. Il ne s'agit pas d'une velléité, de quelque chose de périphérique, mais d'une option qui est essentielle pour l'Église. Et ce n'est pas quelque chose qui soit propre à aujourd'hui, mais cette option existe depuis la naissance de l'Église. Jésus a été le seul à pouvoir choisir le lieu de sa naissance. Il n'a pas choisi le centre de l'empire romain ni une classe privilégiée. Il est né dans la colonie de la Palestine, à Bethléem, au coeur du monde des pauvres. Il a exercé un humble métier, celui d'artisan.

Avant d'ouvrir le Concile, Jean XXIII avait dit que l'option pour les pauvres est déterminante pour l'Église, même si aujourd'hui elle s'incarne différemment. Et il a signalé trois points lumineux: le premier était de chercher comment parler de Dieu aux athées d'aujourd'hui; le deuxième était de chercher comment parler d'Évangile face à la division des chrétiens en plusieurs confessions; enfin, le troisième point était que l'Église devait découvrir ce qu'elle était et ce qu'elle devait être lorsqu'elle faisait face au monde de la pauvreté dans les pays en voie de développement.

Jean XXIII ne parlait pas des chrétiens pauvres, mais de la pauvreté structurelle, du monde de la pauvreté. L'Église

DOSSIER



découvre son essence quand elle se situe correctement face à ce monde. L'Église des pauvres devient une Église universelle en ce sens que nous sommes tous invités à nous joindre à elle. C'est là qu'on trouve le point de rencontre. Sans cela, l'Église sera l'Église d'une classe sociale.

Dans le monde, on ne trouve pas les riches d'un côté et les pauvres de l'autre sans liens entre eux. Non. Une relation de causalité les unit. Le monde des pauvres existe parce que le monde des riches existe. La société fonctionne mal. Son fonctionnement est injuste. Elle amoindrit les possibilités de survie du pauvre et enrichit les riches. Par exemple, lors de la crise économique qui a frappé le Mexique il y a 10 ans, on disait que quelque 200 familles possédaient 70% du revenu national, ce qui était déjà énorme. Aujourd'hui, je crois qu'à peine 15 familles possèdent une plus grande partie du revenu national. C'est pourquoi l'Église doit opter pour les pauvres, sinon elle devient complice de la situation.

P - La hiérarchie du Vatican a nommé des évêques coadjuteurs chargés de démanteler le travail pastoral des évêques auxquels ils succèdent. Ce risque existe-t-il chez vous?

S.M.- Celui qui ferait l'option pour les riches, même s'il occupait les plus hauts rangs de la hiérarchie, serait hors de l'Église. Il ne serait même pas chrétien.

P- Même s'il était cardinal ou pape?

S.M.- Effectivement. Il ne serait pas membre de l'Église de Jésus Christ. La seule question que l'on nous posera lors du jugement dernier, devant le Christ, ne sera pas celle de savoir si nous avons été orthodoxes. La seule question qui nous sera posée c'est «Qu'as-tu fait pour le pauvre? Qu'as-tu fait pour ton frère abandonné?»

P- Ce sont là vos convictions?

De nouveau la question ennuie Samuel Ruiz.

S.M.- Ce ne sont pas mes convictions. Il s'agit de l'institution de l'Église, de ce qu'est l'Église.

Samuel Ruiz et le soulèvement zapatiste

Le premier janvier 1994, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a pris les armes au Chiapas. Après douze jours d'affrontements sanglants et en partie grâce aux efforts déployés par l'évêque Ruiz, un cessez-le-feu a été déclaré. À partir de ce moment, Samuel Ruiz a, en maintes occasions, joué le rôle de médiateur afin de trouver une solution pacifique au conflit opposant les zapatistes et le gouvernement mexicain.

En juin 1998, constatant la forte résistance opposée par le gouvernement mexicain aux efforts de médiation qu'il déployait, Monseigneur Ruiz renonçait à la présidence de la CONAI (Commission nationale de médiation) et celle-ci se dissolvait.

Pendant ce temps, la présence de l'Armée mexicaine s'est étendue aux quatre coins de la zone de conflit. Bien qu'il soit difficile d'estimer le nombre d'effectifs (on parle de 30 000 à 70 000 soldats), le fait qu'entre 1995 et 1998, le nombre d'installations militaires au Chiapas soit passé de 74 à 233 témoigne de la pénétration croissante de l'armée dans cette région. Les indigènes ne cessent de dénoncer le fait que la présence de l'armée dans leurs communautés entraîne un lot de problèmes tels que la répression, la drogue, l'alcool, la prostitution et la contamination. Ni l'armée fédérale, ni l'EZLN n'ont été les principaux responsables des morts enregistrées au cours des dernières années, mais plutôt les groupes paramili-

taires qui maintenant résident dans la zone de conflit. Ces groupes sont étroitement liés au parti au pouvoir le PRI (Parti de la révolution institutionnelle) et il a été prouvé que le gouvernement de l'état les finance. On dit que ces groupes reçoivent un entraînement dispensé par le personnel de l'armée et qu'ils sont envoyés pour mener des opérations conjointement avec la police de l'état. En septembre, le procureur général de la République, Joge Madrazo Cuellar, a reconnu l'existence de quinze de ces «groupes armés» au Chiapas. «Dans ce pays, a-t-il dit, il n'y a pas de culture de respect profond de la loi». Il a également souligné le problème de l'impunité comme corollaire de ce non-respect.

Aujourd'hui, les conversations de paix demeurent suspendues. Le 7 septembre, le gouvernement a fait une nouvelle proposition visant à renouer le dialogue. Bien que cette proposition ne prenne pas en compte les conditions posées par les zapatistes il y a trois ans, elle reflète quelques changements dans la position du gouvernement. Les zapatistes ne se sont pas prononcés définitivement. Cependant, la grande méfiance qui règne entre les parties constitue un obstacle de taille à la réalisation de progrès réels d'ici les élections nationales qui auront lieu en juillet 2000.

Source: bulletin de SIPAZ, octobre 1999

Une expérience de conversion

Le Concile Vatican II et le contact direct avec les Indiens ont été des facteurs clés dans la conversion de Samuel Ruiz. Il a lui-même répété plusieurs fois qu'avant «il était comme un poisson dans l'eau qui avait les yeux ouverts, mais qui ne voyait pas.» Il a mis de côté ses habits somptueux et a commencé à partager la vie des Indiens et à apprendre leurs langues. Il apprit le tzotzil avec une domestique tzotzil qui a travaillé chez lui pendant six mois. Puis il a engagé une domestique chol avec qui il a appris le chol. C'est ainsi qu'il a appris les langues indiennes du Chiapas, car il savait que les Indiens ne faisaient pas confiance à ceux qui ne parlaient pas leur langue.

En 1962, il mit sur pied un projet ambitieux pour former des Indiens comme catéchistes. Il a créé quatre écoles pour eux, après quoi ces derniers retournaient chez eux et pouvaient annoncer eux-mêmes la Parole de Dieu: deux écoles à San Cristobal, l'une dirigée par les maristes et l'autre par les religieuses du Pasteur Divin; cette dernière école accueillait seulement des jeunes Indiennes qui y apprenaient un métier en plus de la lecture et de l'écriture. Il confia la troisième école aux jésuites; ces derniers travaillaient dans le nord du Chiapas, dans un village, à Bachajón. La quatrième école, confiée aux marxistes, était située à Comitán. Enfin, en 1963, il créa une autre école à Ocosingo et la confia aux dominicains. Ce furent les premières institutions d'où sont sortis les actuels 8 000 catéchistes tzeltal, chol, tzotzil et tojolabal qu'on retrouve partout dans le diocèse.

Don Samuel cessa alors aussi de céder aux caprices des habitants de San Cristóbal habitués à ce que l'évêque baptise leurs nouveaux-nés, célèbre leurs premières communions et leurs mariages. Pendant qu'il regarde les enfants jouer au football à la fin du jour, derrière la cathédrale, le Père Eugenio Alvarez Figueroa rappelle la haine que s'est attirée l'évêque: «Les gens de la ville n'aimèrent pas du tout voir don Samuel passer la plus grande partie de son temps dans les communautés pour s'occuper des Indiens. Ils se sont sentis abandonnés. Ils ont été scandalisés de le voir mener une vie simple; quand il sortait, il n'obéissait plus à la coutume ecclésiastique de porter le col romain. On le voyait plutôt chaussé de bottes pour aller dans les campagnes. À cette époque, c'était aussi la coutume que l'évêque soit accompagné dans ses sorties par un autre prêtre ou un membre de sa famille. Don Samuel sor-

tait seul. On était scandalisé de le voir parcourir la ville à pied et non au volant de son automobile. Au contraire, une de ses premières décisions fut de vendre son automobile pour pouvoir payer la nourriture du Grand Séminaire. À cette époque-là, on manquait de tout.

Les gens n'aimaient pas don Samuel parce qu'il a condamné l'exploitation et le racisme. Il est entré dans les communautés indiennes qui avaient été longtemps abandonnées. Il a enseigné à l'Indien à ne pas s'humilier, à exiger des hôpitaux et des écoles. Il leur a mis beaucoup d'idées dans la tête. Cela a grandement affecté les gens de San Cristóbal puisque ce sont eux qui faisaient du commerce avec les Indiens et qui leur disaient: «Ce que je te vends vaut deux fois plus cher parce que ça vient de San Cristobal. Ce que tu me vends vaut deux fois moins parce que je dois l'apporter à San Cristobal.» Ils abusait d'eux avec des trucs semblables. Et ceux qui possédaient des terres donnaient aux Indiens beaucoup moins que le salaire minimum. Les prêtres leur ont ouvert les yeux. «Et qui sont ces curés?» demandaient les propriétaires terriens. «Bien sûr, ce sont les curés de don Samuel. C'est lui qui les a amenés ici et c'est de sa faute ce qui arrive aujourd'hui.»

En 1973, Manuel Velasco Suarez était le gouverneur d'un Chiapas apparemment calme, au point qu'il eut l'idée d'organiser un congrès autour de la figure du défenseur des Indiens, Fray Bartolomé de las Casas. Il rêvait d'une rencontre où serait invitée la crème des penseurs latino-américains. «Que pensez-vous de mon idée?», demanda le gouverneur à don Samuel. Ce dernier lui répondit qu'il n'était pas possible d'ignorer à ce point les Indiens: «Ce serait entrer en contradiction avec Las Casas si les Indiens ne participent pas à cette rencontre.»



Velasco accepta la suggestion de don Samuel et sachant que son pouvoir de convocation était limité, il confia au diocèse l'organisation de la rencontre. Il ne pouvait pas s'imaginer le cauchemar que, par la suite, ce congrès allait occasionner au gouvernement. Le congrès eut lieu en octobre 1974. Plus de 2 000 Indiens chol, tzotzil, tzeltal et tojolabal, y représentaient près de 400 000 Indiens dispersés dans plus de 1 000 communautés complètement oubliées par le gouvernement. Mgr Ruiz prit alors la parole pour leur dire: «Il appartient aux Indiens de participer à ce congrès et il est convoqué pour eux.»

Et il en fut ainsi. Dans leurs propres langues, ils exprimèrent leurs besoins en écoles, eau potable, hôpitaux et remèdes, et leurs droits à des salaires justes. Ils s'approprièrent le cri de Zapata que la terre appartient à ceux qui la travaillent. On dénonça l'exploitation et la misère qui leur

étaient imposées par les propriétaires terriens et les intermédiaires voraces. Ce fut l'occasion d'une prise de conscience générale. On parle encore aujourd'hui de l'influence de ce congrès sur les membres encapuchonnés de l'Armée zapatiste de libération qui est apparue 20 ans plus tard.

C'est pourquoi, à partir de janvier 1994, les ennemis de Samuel Ruiz ont lancé des oeufs contre l'évêché et l'ont accusé d'être le «commandant Samuel», à la tête d'une armée de milliers d'Indiens. On a répandu partout dans le pays des tracts avec sa photo où il était écrit: recherché. On a dit qu'il cachait tout un arsenal dans les sous-sols de la cathédrale. On a expulsé du pays quelques-uns de ses prêtres. On a brandi la menace de sa destitution du diocèse parce qu'il aurait eu des «positions doctrinales peu orthodoxes». Malgré tout, il a présidé pendant un certain temps la Commission nationale de médiation (CONAI) dans le conflit.

Les adieux de Don Samuel

Le vent froid du matin souffle encore; un soleil opa que commence à peine à poindre à l'horizon alors que les autochtones se rassemblent sur les places publiques, tambours, flûtes, chapeaux et bouquets de fleurs à la main pour faire leurs adieux à Tatic (papa) Samuel. Ils sont venus par milliers, abandonnant les hauteurs et la pénombre de la forêt encore endormie. À cette heure matinale, les femmes s'asseyent autour des kiosques et ouvrent leurs sacs de plastique pour en sortir le déjeuner et le réparer avant de commencer le pèlerinage.

Des bannières sont déroulées: «Merci, Tatic pour ces 40 années passées aux côtés du peuple autochtone», «40 ans de dévouement, au service de l'évangile». Les musiciens accordent leurs guitares.

Soudain, confondu parmi la foule, Samuel Ruiz apparaît. Il est vêtu simplement: un pantalon de gabardine, une veste de paysan et un béret espagnol qui protège la calvitie du vent glacial. Un commerçant modeste attend derrière un comptoir.

Les mains se tendent pour le saluer. Des cloches se font entendre et les fusées éclatent en l'air épouvantant les oiseaux qui fuient au loin en volée. Puis l'évêque prend la tête du pèlerinage dans une camionnette qui roule lentement.

Derrière lui, un fleuve de gens serpente les rues et il en va de même à Comitán, San Cristóbal, Ocosingo, Tila, Oxchuc, Tumbala, Yajalon, comme dans toutes les autres bourgades du diocèse qui offrent un adieu à don Samuel. Amassés sur des bancs, à des fenêtres, aux seuils de porte et du haut des toits, des gens écoutent les cantiques des pèlerins: «Depuis quarante ans, tu marches à nos côtés, Père,

prophète et pasteur. Nous t'appelons avec tendresse Tatic évêque, reçois notre amour.»

Don Samuel est un aimant qui attire les foules aux visages cuivrés, aux chapeaux de paille, aux mantilles rayées, aux fichus noués sur la tête. Il entraîne les foules aux pieds nus, aux sandales crottées, aux bottes usées. Cette foule qui porte des gerbes de chrysanthèmes, de roses et de tulipes.

Les processions d'adieu aboutissent dans une clairière de la forêt, face à un autel tapissé de souchet de pin, flanqué de crucifix et d'images représentant des saints. Là, l'évêque des pauvres se transforme complètement: on le drappe maintenant de vêtements aux couleurs vives. Il arbore alors ses énormes mitres tzetales ou tzotziles tels les plumets d'un empereur autochtone. Il parle des frères et soeurs persécutés, assassinés, incarcérés injustement. «Jésus est parmi nous. La souffrance demeure présente au sein de nos communautés, nous devons l'accepter avec la Grâce du Seigneur.» Les autochtones l'écoutent attentivement. «La souffrance est non seulement la conséquence du péché, mais aussi un appel à la construction d'une nouvelle communauté.» Le martyr, le dévouement en faveur de son prochain, la justice sociale, la quête de la paix au Chiapas sont des thèmes de ses sermons. «La paix de tout le pays passe par l'État du Chiapas. Prions pour la paix.»

Enfin, le Caminante del Mayab (voyageur à pied du Mayab) prend une colombe blanche, lève solennellement le bras et laisse l'oiseau s'envoler.

Cet adieu fait par les autochtones à don Samuel aura duré un an: de novembre 1998 à novembre 1999, jusqu'à ce qu'il fête ses 75 ans et qu'il envoie sa démission à Rome, tel que l'exige le Droit canon.

Deux ans après le massacre d'Acteal: militarisation et impunité au Chiapas

par Claude Rioux

Deux ans après le massacre du 22 décembre 1997 à Acteal, au cours duquel quarante-cinq autochtones ont été assassinés par un groupe paramilitaire lié au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir), la violence et l'impunité se sont enracinées au Chiapas, à la faveur de la militarisation croissante de la région. Cet État du sud-est du Mexique est aux prises avec une guerre qui ne dit pas son nom depuis le 1^{er} janvier 1994, jour du soulèvement indien de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Face à la vague d'indignation soulevée par la tuerie d'Acteal, le gouvernement mexicain a entrepris une vaste campagne d'«information» visant à maintenir sa réputation devant l'opinion publique internationale. Ce discours officiel — dont les accents humanitaires diffèrent profondément du traitement brutal réservé habituellement à l'opposition mexicaine — souligne les efforts pour éradiquer la pauvreté par l'investissement d'importantes sommes d'argent dans l'État du Chiapas et présente l'existence de groupes paramilitaires comme réponse légitime à la violence zapatiste. On insiste également sur la volonté de dialogue du gouvernement Zedillo, lequel se buterait à l'intransigeance de l'EZLN. Selon le gouvernement, le conflit n'existerait qu'à l'intérieur même des communautés autochtones et l'armée mexicaine ne serait présente que pour garantir l'ordre, apaiser les guerres «intra-communautaires» et contrer le trafic de drogues.

Cependant, ce discours n'arrive pas à masquer la réalité, celle d'une région où est appliquée de manière implacable une stratégie de contre-insurrection (la guerre de basse intensité) qui a pour conséquences le mépris de la démocratie, la négation des droits humains et la détérioration des conditions de vie des communautés autoch-

tones. Comme en témoigne leur caractère systématique, ces conséquences ne sont pas plus des bavures que des *dommages collatéraux*: elles font partie intégrante de la stratégie visant à obliger les communautés en rébellion à accepter une solution qui garantirait la pérennité du système politique et économique en place.

La guerre de basse intensité au Chiapas est dirigée autant contre les organisations civiles indépendantes et les communautés acquises à l'opposition parlementaire que contre l'insurrection armée. Ce fait est particulièrement alarmant dans le cas des quelque vingt mille personnes déplacées par la guerre: la majorité d'entre elles sont des femmes et des enfants. Victimes des exactions des groupes paramilitaires, ces populations se retrouvent dans des camps de fortune, loin de leurs maisons, sans solution immédiate apparente et sans garanties de retour à leurs communautés d'origine.

La stratégie contre-insurrectionnelle de guerre de basse intensité s'articule sur quatre axes au Chiapas:

1. L'intense militarisation de la zone

La présence d'éléments de l'armée mexicaine (bases, campements, barrages, etc.) s'élève à plus de 70 000 sol-

ats dont au moins 3200 officiers ayant effectué une formation en contre-insurrection à la tristement célèbre École des Amériques, située aux États-Unis. Pour les communautés autochtones, la militarisation se traduit par l'occupation de terres cultivables, par des incursions nocturnes et des vols à basse altitude constants, par la contamination de l'environnement ainsi que par le développement de la prostitution. Les conséquences sont terribles pour les hommes qui ne peuvent sortir de leur communauté pour travailler aux champs, pour les enfants dont les écoles sont transformées en casernes et pour les femmes, souvent premières victimes des mauvais traitements des militaires.

2. la présence de groupes paramilitaires

On dénombre au moins une douzaine de groupes paramilitaires agissant en toute impunité au Chiapas avec l'assentiment — et, dans certains cas, l'appui actif — des forces de sécurité de l'État. Bien que l'existence de *guardias blancas* (bandes armées au service des grands propriétaires terriens) ait une longue histoire au Chiapas, on assiste depuis 1995 à une transformation radicale de ces groupes (centralisation, hiérarchisation, entraînement, armement, etc.) pour en faire des auxiliaires des corps de sécurité de l'État. Ce dernier en tire un double avantage: d'abord la responsabilité des sales besognes peut être attribuée à des «forces incontrôlables», comme dans le cas du massacre d'Acteal; puis l'existence de ces groupes au sein des communautés alimente les divisions et les conflits internes, justifiant ainsi la présence *pacifcatrice* des forces armées... Cependant la présence de ces dernières, au lieu d'avoir pour effet d'éradiquer les paramilitaires, provoque l'augmentation de leurs activités: femmes violées, dirigeants autochtones assassinés, maisons brûlées, récoltes et bétail volés, menaces, extorsions, etc.

3. la situation généralisée d'impunité

Le système judiciaire mexicain est gangrené par la corruption et le trafic d'influences. En effet, la grande majorité des crimes restent impunis, ce qui encourage l'intensification de la violence. À cette impunité que, dans le meilleur des cas, l'on pourrait qualifier de passive, il faut ajouter les tentatives systématiques pour couvrir les autorités civiles et militaires responsables de violations des droits humains. Le cas du massacre d'Acteal est exemplaire à cet égard. Alors que quelques sentences

ont été prononcées contre des paramilitaires, des officiels de haut rang dont l'implication dans le massacre est loin d'être éclaircie n'ont jamais été inquiétés par la justice. C'est le cas, notamment, de Julio Cesar Ruiz Ferro, alors gouverneur de l'État du Chiapas, lequel coule des jours tranquilles à Washington.

4. la répression des organisations de la société civile:

La population civile et les organisations indépendantes demeurent les principales victimes des exactions. Les 45 victimes du massacre d'Acteal appartenaient à l'organisation *Las Abejas* qui, tout en se situant dans l'opposition au régime, n'entretient aucun lien avec les zapatistes. Les représentants des municipalités autonomes mises sur pied par les communautés autochtones sont la cible d'un harcèlement constant de la part des autorités et nombre d'entre eux sont détenus arbitrairement, venant grossir les rangs des prisonniers politiques incarcérés pour leurs activités dans les organisations autochtones. Les défenseurs des droits humains font aussi l'objet de persécutions de toutes sortes, mettant en danger leur intégrité psychologique et physique.

Tout cela illustre on ne peut mieux le manque de volonté gouvernementale d'en arriver à une solution respectueuse des revendications autochtones. Les accords de San Andrés sur les droits et la culture autochtones, signés par le gouvernement mexicain et l'EZLN, le 16 février 1996, n'ont toujours pas été mis en application. Victime d'une campagne de discrédit et de diffamation orchestrée par le gouvernement, l'instance médiatrice présidée par l'évêque de San Cristóbal de las Casas, don Samuel Ruiz, a été poussée à la dissolution. Ce coup de force, combiné au refus de mettre en oeuvre les accords signés, constitue un sabordement en bonne et due forme du dialogue afin de justifier la solution militaire aux yeux de l'opinion publique nationale et internationale.

C'est dans ce contexte que l'on doit interpréter l'hostilité du gouvernement mexicain face à l'observation internationale (plus de 400 étrangers expulsés en 1998 et 1999). Deux ans après le massacre d'Acteal et six ans après le soulèvement zapatiste, l'accompagnement des autochtones du Chiapas et la surveillance des activités des autorités mexicaines sont plus que jamais nécessaires.

Sommaire

| | |
|--|-------|
| Éditorial | p. 2 |
| Page du CAU: impunité au Guatemala | p. 3 |
| Chili: des sans-abris s'organisent | p. 4 |
| Le témoignage d'une famille | p. 5 |
| Équateur: Les dessous d'une «révolution» avortée | p. 6 |
| Dossier Samuel Ruiz | |
| Introduction | p. 10 |
| Conversion et prophétie: portrait de Samuel Ruiz | p. 11 |
| Pratique pastorale | p. 15 |
| Une véritable persécution contre l'Église | p. 16 |
| L'option pour les pauvres | p. 18 |
| Samuel Ruiz et le soulèvement zapatiste | p. 19 |
| Une expérience de conversion | p. 20 |
| Les adieux de Don Samuel | p. 21 |
| Mexique: militarisation et impunité au Chiapas | p. 22 |

Le Caminando est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.

Abonnement (4 numéros par année): 20 \$ au Canada et 23 \$ à l'étranger

- JE M'ABONNE AU CAMINANDO
- JE ME RÉABONNE AU CAMINANDO

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ PROVINCE _____ CODE POSTAL _____

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine
25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6
Téléphone: (514) 387-2541 - Télécopieur: (514) 387-5550

Comité de rédaction: Marie-Christine Doran, Jean Greffard, Clotilde Lemay, Ricardo Peñafiel, Jean-Claude Ravet,
Claude Rioux, Jean Robitaille
Collaborations: Nathalie Miglioli, Maurice Lemoine
Correction: Céline Beaulieu
Infographie: Bismark Villacrés